

LA DETTE ? QUELLE DETTE ?

Le capital n'innove guère dans sa recherche pour ponctionner toujours un peu plus le peuple.

Là, nous sommes une fois de plus confrontés à la question de la DETTE publique.

Où est véritablement le problème, ...si problème il y a ?

En fait, les Français vivraient au dessus de leurs moyens comme d'ailleurs les Grecs, les Portugais, les Espagnols etc.....

C'est toujours le même discours culpabilisateur qui vise à faire accepter la diminution des dépenses publiques, la remise en cause des services publics, la casse de la protection sociale, les privatisations etc..., et cela dans toute l'Europe.

Mais cela ne suffit pas de le faire payer à la population, il faut aussi continuer à faire baisser les impôts pour les plus riches, et notamment ceux payés par les entreprises (*le capital*), qui cherchent à se désengager toujours plus du "*fardeau fiscal*".

La dette : de quoi parle-t-on ?

Quand les médias nous rebattent les oreilles avec la "dette", il s'agit de la dette publique, c'est-à-dire le déficit de l'État.

Les comptes de l'État ne sont d'abord pas ceux de la France.

L'économie française, publique comme privée, produit une richesse annuelle de 2000 milliards d'Euros (le Produit Intérieur Brut).

La France est le 5^e pays le plus riche du monde.

La dette de l'État, elle, se monte à 1500 milliards d'Euros, soit 75 % du PIB. (*Elle atteignait 20 % du PIB en 1970*).

La dette de l'État.

Le montant du déficit de l'État, ainsi que son évolution, sont néanmoins importants. Mais, il faut souligner que si l'État est endetté, il n'est pas pauvre.

Il détient, avec les collectivités locales un patrimoine physique conséquent :

- Des bâtiments, des équipements, des ouvrages de génie civil, des terrains, etc., la valeur de ce patrimoine public s'élève à 1400 milliards d'Euros.
- A quoi s'ajoute un actif financier (*des titres de propriété des entreprises publiques ou non*) d'un montant de 450 milliards.

Parler de "dette" ou "dette de la France", c'est faire l'amalgame entre dette de l'État et le PIB. Les "caisses" de la France sont donc loin d'être vides.

L'État n'est donc pas réduit à la mendicité.

Si l'État est endetté, c'est qu'il emprunte régulièrement aux banques de quoi couvrir ses déficits budgétaires.

Le déficit du budget de l'État s'est élevé à 149 milliards d'Euros pour 2010, un record.

Cette différence entre les recettes et les dépenses de l'État ne provient absolument pas du fait que l'État serait dépensier (*trop de fonctionnaires, donc trop de dépenses*), mais provient d'un manque de recettes.

Ce déficit résulte de la politique déliée de baisse des impôts, et pas n'importe lesquels.

Ainsi, les cadeaux fiscaux (*exonérations et allègements fiscaux de toutes sortes*) faits depuis 10 ans ont constitué un "trou" dans les recettes publiques de 83 milliards par an !

Le célèbre bouclier fiscal est un dispositif parmi d'autres qui ont été adoptés au fil des ans en vue de

modifier le barème de l'impôt sur le revenu dans le but de réduire les impôts payés par les plus hauts revenus, la perte, ainsi occasionnée, est estimée entre 33 à 41 milliards d'Euros.

Soulignons également l'importance des baisses d'impôt sur les sociétés (*crédit d'impôt recherche, prêt à taux zéro pour les établissements financiers, taxation à taux réduit des plus values*).

L'impact de ces mesures est de 10 milliards d'Euros.

A quoi s'ajoute la réforme de la taxe professionnelle qui allègent encore de 2,9 milliards la fiscalité des entreprises.

une politique qui ne profite qu'à une minorité de riches au détriment d'une majorité de la population.

L'autre intérêt de cette politique pour le capital, c'est que l'État emprunte à ceux qui ont de l'argent (*les marchés financiers*) et ceux là n'ont que faire de l'intérêt de la NATION, ils n'ont qu'une idée en tête, gagner de l'argent au travers de ces prêts octroyés à l'État.

Ainsi la dette publique est un bon placement lucratif et sans risque pour le capital.

En réalité, l'État emprunte à ceux (*entreprises ou particuliers*) qui bénéficient déjà des fameux allègements fiscaux.

Le paiement des intérêts du remboursement de la dette coûte à l'État plus de 40 milliards d'Euros par an versés aux créanciers de l'État (15 % du budget).

C'est maintenant le deuxième poste du budget de l'État après l'Education Nationale et au coude à coude avec l'Armée.

La dette nourrit les intérêts qui alourdissent la dette et ainsi de suite.

Un scénario qui s'est généralisé en Europe.

Pour l'ensemble des pays, qui aujourd'hui sont sous l'effet de cette dette, c'est le même scénario, plus le débiteur est pauvre et plus les intérêts à payer seront hauts, "qui paye ses dettes s'appauvrit".

Comment **ne pas payer d'impôt** sur le revenu quand on est riche ?

AVIS D'IMPÔT SUR LE REVENU 2010 (sur les revenus de l'année 2009)		DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES	
CDI DE LATHUNE 3 RUE DU FRIC 75000 PARIS		COUPLE - 2 ENFANTS SALAIRES : 120 000 € REVENUS DE PLACEMENTS : 30 000 €	
M. O. MME POGNON ROGER 15 RUE DE L'ÉVASION 75000 PARIS			
IMPÔT À PAYER		RÉDUCTIONS	
MONTANT INITIAL : 25 830 €		Crédit d'impôt en faveur de la qualité environnementale des logements — 3 200 €	
TOTAL DES RÉDUCTIONS : 25 700 €		Crédit frais de garde des enfants de moins de 7 ans — 1 750 €	
IMPÔT NET À PAYER : 130 €		Crédit emploi salarié à domicile — 4 500 €	
		Souscriptions de parts de FCP dans l'innovation — 3 000 €	
		Souscriptions de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) — 3 000 €	
		Souscription au capital des PME — 1250 €	
		Investissement outre-mer dans le logement et autres secteurs — 9 000 €	
		TOTAL DES RÉDUCTIONS — 25 700 €	

Ceci est une simulation faite sur le site www.impots.gouv.fr. Les réductions d'impôts sont réelles et correspondent à des placements et dépenses s'élevant à 58 500 €. Elles entraînent une déduction d'impôts de 25 700 € !

(Source : Fédération CGT des Finances)

Ainsi, au travers de cette politique qui favorise le capital au détriment du travail et malgré les diminutions des dépenses publiques (*diminution de postes dans la fonction publique, privatisations*), le déficit budgétaire se renouvelle au rythme des baisses d'impôts successives à ceux qui pourraient facilement s'acquitter de l'impôt.

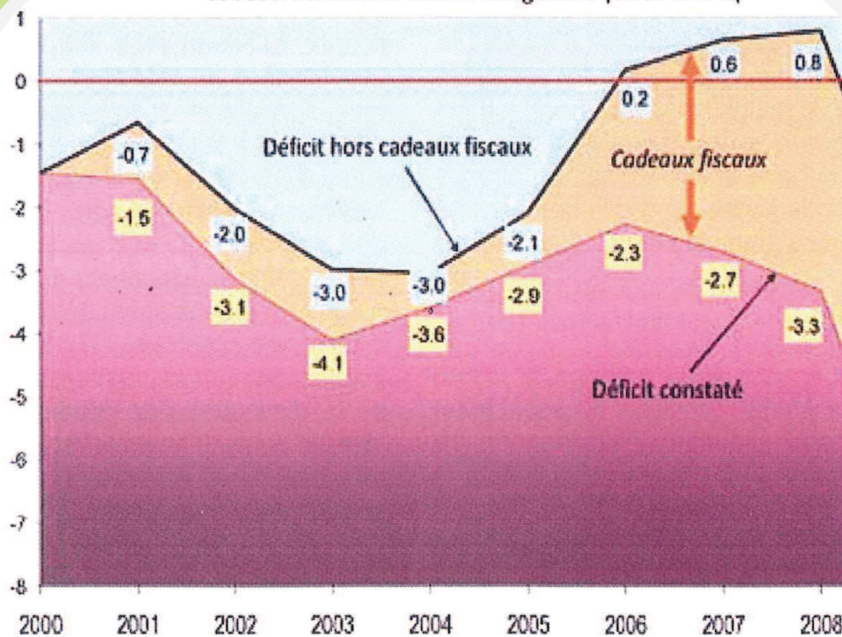
Brandir la dette : l'arnaque.

Le mythe de la dette remplit bien une fonction idéologique pour tenter de justifier auprès de la population

Les États conduisant la même politique fiscale, au profit d'une même classe, font croire qu'ils sont tributaires des agences de notation alors que c'est l'inverse qui se produit, les investisseurs à la recherche de bons placements lucratifs et sans risque, sont dépendants des choix politiques délibérés effectués par les États à leur profit.

Ainsi, les mêmes qui dénoncent la dette publique feront le nécessaire pour la faire durer toujours pour alimenter inlassablement le capital au détriment des

Cadeaux fiscaux et déficit budgétaire (en % du PIB)



Le graphique ci-contre montre clairement que, en l'absence des « cadeaux fiscaux », le budget de l'Etat pourrait fort bien revenir à l'équilibre. Source : Michel Husson ; Rapport Carrez

revenus, permettraient de revenir à l'équilibre rapidement.

L'épouvantail de la dette constitue la meilleure menace trouvée par le capital pour privatiser nos services publics, remettre en question notre système de protection sociale afin de trouver les nouvelles sources de profits nécessaires à sa survie.

Nous sommes bien là au cœur du problème posé par la question de la dette, la lutte contre la dette appelle une autre répartition des richesses contre laquelle les banquiers, les privilégiés et les spéculateurs pèsent de tout leur poids.

intérêts économiques et sociaux du pays et de sa population.

Faut-il condamner toute forme de déficit ?

L'endettement n'est pas forcément un problème en soi, il peut être soit au service du développement humain, en finançant des besoins sociaux, comme l'éducation et la santé, ou permettre d'investir dans la recherche fondamentale, les infrastructures et les énergies renouvelables nécessaires à l'essor d'une croissance respectueuse de l'humain et de son environnement.

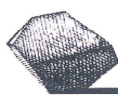
A contrario, s'il compense le déficit public généré par des réductions d'impôts et de cotisations sociales à l'intention de quelques nantis, il instaure un cercle vicieux qui alimente la financiarisation de l'économie.

Entre la bourse ou la vie, il faut faire un choix.

Il est nécessaire de revenir à un équilibre budgétaire pour mettre fin à cette politique.

Les deux tiers de la dette sont les conséquences de la baisse d'impôts décidées depuis 2007, revenir sur ces baisses et accroître la fiscalité sur le patrimoine et les hauts

La majeure partie de la dette doit être annulée et les banques nationalisées. (Article largement inspiré du Droit d'alerte n°11 - Cidecos).



Droit d'alerte

La lettre d'information de CIDECOS

n°11
septembre 2010

Spécial dette publique

La dette publique est-elle un problème ?

Lilian Brissaud
Raphaël Thaller

Plan

- I - Un discours culpabilisateur
- II - La dette ou l'acte d'emprunter de l'argent à un autre
- III - Les caisses de la France sont-elles vides ?
- IV - Où est le problème ?
- V - Dépenses publiques et politique de baisse des impôts
- VI - Le manque à gagner fiscal
- VII - Qui ne paie pas ses impôts s'enrichit
- VIII - Auprès de qui l'Etat emprunte-t-il ?
- IX - Niveau du taux d'intérêt et rapport de force entre le créancier et son débiteur

Conclusion : Débiteurs de tous les pays, unissez-vous !

C'est bien connu : « Les caisses de la France sont vides » ; « Les Français vivent au dessus de leurs moyens »... Depuis des décennies, c'est le même refrain. Il a été fortement réactivé à l'occasion de la spéculation sur les finances publiques grecques, qui s'est étendue au Portugal, à l'Espagne... et à la France.

I - C'est un discours culpabilisateur qui vise à faire accepter la diminution des dépenses publiques et la baisse d'impôt qui va avec.

Le noyau idéologique de ce discours culpabilisateur et générateur d'anxiété constitue une véritable massue apparemment à toute épreuve : non seulement « nous » dépensons trop¹, mais pire encore : tels des parents-cigales indignes et irresponsables, nous mangeons, dès aujourd'hui, le pain de nos enfants. C'est donc à ces derniers qu'incombera le lourd sacrifice d'assumer notre impécuniosité, et de se transformer à cause de cela en fournis parcimonieuses sinon avares.

Dans la pratique, comme on le voit avec les mesures brutales de « rigueur » qui sont imposées partout en Europe, le thème de la Dette Publique pour but de faire accepter aux populations une diminution des

bilques. Cette politique est d'ores et déjà engagée depuis de nombreuses années, contrairement à la fausse idée propagée d'un Etat-qui-dépense-toujours-trop !

Mais nous allons voir aussi que la dette publique ne répond pas uniquement à des motifs politiques et idéologiques. Comme nous allons le démontrer, si la dette publique est un formidable « argument » destiné à faire « avaler » la baisse des dépenses publiques, cette dernière répond elle-même à l'objectif fondamental de diminution parallèle des impôts : plus exactement, les impôts payés par les entreprises (le capital) et par les classes riches de la société (encore le capital), qui cherchent à se désengager toujours plus du « fardeau fiscal » (1).

D'autre part, si la dette est bien une réalité tangible et constitue bien en tant que telle un problème, ce problème n'est pas le problème de la dette elle-même, mais le problème de la dette qui n'est pas la dette.